

19 mars 2026

Déclaration d'Odile Maurin pour le 2e tour des élections municipales de Toulouse

Comme je l'avais pressenti et annoncé avant le premier tour, François Piquemal pouvait être en tête de la gauche. C'est exactement ce qui s'est passé. Le Parti Socialiste a été surestimé.

Mais avant de parler de mon positionnement pour dimanche, je veux dénoncer avec la plus grande fermeté ce qui s'est passé ce matin lors de la commémoration des attentats terroristes de Toulouse de 2012. Jean-Luc Moudenc a orchestré une instrumentalisation indécente de la mémoire des victimes du terrorisme. François Piquemal a été hué, il a reçu des menaces de mort. Le Parti Socialiste s'est vu lui aussi accuser d'antisémitisme — alors qu'on peut reprocher beaucoup de choses au PS, mais certainement pas ça.

Soyons clairs : **l'antisémitisme, comme le racisme, est un cancer.** Les personnes de confession juive doivent pouvoir vivre en sécurité à Toulouse, comme partout en France. Mais ce à quoi on assiste aujourd'hui, c'est une pure manœuvre politique. Un maire aux abois instrumentalise la mémoire des victimes parce qu'il a peur de perdre le pouvoir. Cette cérémonie a laissé le champ libre à la présence de personnes qui soutiennent l'extrême droite israélienne, la colonisation et le génocide en Palestine. C'est proprement inacceptable et une injure faite aux victimes du terrorisme.

J'apporte donc tout mon soutien à la liste Demain Toulouse face à ces accusations mensongères. Et je veux le dire clairement : **si le Medef et la CPME paniquent au point de soutenir ouvertement Moudenc, c'est bien parce qu'il est le maire des intérêts particuliers.** Depuis douze ans, il défend les intérêts du BTP, des promoteurs, et de ses amis, pas l'intérêt général. Sa droitisation continue, et il est temps que ça cesse. Ces appels du pied répétés à l'extrême droite sont insupportables, d'autant plus sur une terre de résistance.

[MA DÉCISION ET MES RÉSERVES]

Alors oui, cette situation m'a placée devant un dilemme. **J'ai très longuement hésité à appeler à soutenir cette liste.** La raison ? Le Parti Socialiste. Son bilan en Haute-Garonne, particulièrement sur la question du handicap que je vais développer, est accablant. Et franchement, j'ai la conviction que le PS a surtout cherché à sauver des sièges et se moque royalement du sort des Toulousains.

Pourtant, aujourd'hui, je prends mes responsabilités. Parce que mon souci de l'avenir des Toulousains et des habitants de la métropole passe avant tout jusqu'à dimanche. **J'agis en responsabilité,** même si cela me coûte.

Ce qui me permet de franchir le pas, c'est une chose : le Parti Socialiste ne pourra pas imposer sa volonté seul. Il devra composer avec ses alliés. Et il a perdu son aile droite dans cette campagne, ce qui est un signal positif. Mais croyez-moi, je reste d'une vigilance absolue.

[CE QUE JE SOUTIENS DANS CETTE LISTE]

Parce que oui, je regrette profondément que Demain Toulouse soit contrainte de fusionner avec le Parti Socialiste. Mais la priorité, c'est de battre Jean-Luc Moudenc.

Dans cette liste, ce que je soutiens particulièrement, ce sont les organisations et les personnes qui portent une écologie populaire et sociale, une vraie démocratie de proximité. Je pense notamment à **l'Assemblée des Quartiers** avec Salah Amokrane et Ilham Grefi, et d'autres, que je soutiens pleinement. Je pense notamment au **Collectif pour une Écologie Populaire** avec François Benoît-Marquié, à **Démocratie en Commun** avec Joël Lécussan, à **l'Union Populaire**

avec Louise Chamagne. Je pense aussi au **NPA** avec Madeleine Parpet, une personne handicapée que je soutiens aussi. Il y en a d'autres, y compris à la FI, mais je ne vais pas faire toute la liste.

Par honnêteté, je dois aussi dire mes désaccords. **J'ai des divergences profondes avec La France Insoumise** — sur la loi Fin de vie, sur la verticalité de leur organisation. Même si je suis globalement en accord sur le reste du programme et ce qui est défendu. Et il y a des candidatures que je ne soutiens pas. Je ne soutiens pas Hélène Magdo, qui a été élue dilettante, et qui ne correspondait pas au choix des militants locaux. Surtout, je ne soutiens absolument pas Hadrien Clouet, artisan de la loi sur le droit à mourir et responsable de l'absence d'évolution favorable des positions validistes de LFI. Pour lui, j'ai le plus profond mépris.

Je salue néanmoins les avancées programmatiques sur le handicap et l'accessibilité que nous avons obtenues de Demain Toulouse. Ces engagements comptent. Mais que personne ne s'y trompe : **ce n'est pas un blanc-seing**. La vigilance sera totale après dimanche.

[LE DOUBLE JEU DU PARTI SOCIALISTE]

Et c'est justement là que je veux insister lourdement. **Toutes les organisations qui composent Demain Toulouse doivent se méfier du double discours du Parti Socialiste**. Parce que le PS porte une lourde responsabilité, historique. Ses politiques antisociales ont ouvert la voie à la montée de la droite et de l'extrême droite dans ce pays.

Je vais vous donner un exemple très concret de ce que produit la gestion socialiste quand elle a les mains sur les leviers : regardez ce qui se passe avec les personnes handicapées en Haute-Garonne. Sébastien Vincini, président socialiste du Conseil Départemental, refuse systématiquement le dialogue avec les associations. Christine Courade, présidente de la CDAPH — la Commission qui décide des droits des personnes handicapées — est sur cette liste fusionnée. Et elle s'apprête à cumuler les mandats, comme beaucoup de socialistes. Et cette CDAPH accumule les dérives que l'ensemble des associations dénoncent depuis des mois.

Vous voulez savoir ce qui est encore plus édifiant ? **François Briançon est parfaitement au courant de cette affaire**. Le cabinet de Vincini aussi. Briançon refuse de bouger sur la situation des personnes handicapées. Il montre lui aussi son mépris de nos conditions de vie.

Alors que se passe-t-il concrètement ? Le Département a mis en place ce qu'on appelle le **"49.3" contre les personnes handicapées**. Un système de pondération des voix qui permet d'imposer toutes les décisions en matière de Prestation de Compensation du Handicap, même quand les associations votent contre. Ce système n'avait **jamais été utilisé en vingt ans**. Aujourd'hui, sous Vincini et Courade, il sert systématiquement à refuser des droits.

Les violations s'accumulent : participation illégale d'agents au vote, absence de procès-verbaux, votes sur listings sans examen individuel, aucune motivation des décisions. Tout ce qui garantit transparence et recours est bafoué. Mais derrière ces violations administratives, il y a des vies réelles. **Des vies mises en danger**.

Laissez-moi vous donner deux exemples pour que vous compreniez concrètement ce dont on parle.

Premier cas : une femme âgée en situation de handicap. Son mari est malade, il n'a plus la force de la mobiliser. Elle demande les heures d'aide auxquelles elle a droit. La MDPH refuse. Résultat ? Cette personne reste **baigner dans ses excréments pendant des heures**. Elle développe des **infections graves à répétition**. Elle ne peut plus sortir de chez elle. Isolement social total. Dignité bafouée. **Sa vie est en danger**.

Deuxième cas : une femme atteinte d'une maladie neurodégénérative évolutive. Son état se dégrade, c'est documenté. Elle demande logiquement plus d'heures d'aide. La MDPH lui propose quoi ? De **diviser par deux ses heures actuelles**. Vous avez bien entendu : alors que

son état s'aggrave, on veut lui retirer la moitié de son aide. **C'est une autre mise en danger.** Le Parti Socialiste qui vote nationalement l'aide à mourir est en train de construire localement des conditions de vie insupportables pour les personnes handicapées qui n'auront d'autres ressources bientôt que de demander à mourir.

Et quand on demande à rencontrer Vincini pour parler de tout ça ? Il refuse. Il délègue à ses adjoints — les mêmes qui sont mis en cause. Il refuse même de nous répondre personnellement. **Le mépris est total.**

[ARCHIPEL CITOYEN]

Un mot aussi sur Archipel Citoyen, puisqu'ils font partie de cette fusion. Ils ont rejoint le Parti Socialiste juste avant Noël avec la liste dite de la Gauche unie. Moi, j'étais sur la liste Archipel Citoyen en 2020. Et je n'oublie pas que c'est la tête de liste du Parti Socialiste qui a refusé de fusionner avec nous — alors qu'elle était dix points derrière — et qui nous a fait perdre les élections à 4 000 voix près. Je n'oublie pas son numéro 2 qui a soutenu Moudenc et rejoint aujourd'hui sa liste.

[APPEL À LA MOBILISATION GÉNÉRALE]

Mais aujourd'hui, nous sommes à deux jours du scrutin. Moudenc panique, le Medef panique. Ils ont raison d'avoir peur. Les Toulousains en ont assez d'un maire qui défend les intérêts particuliers plutôt que l'intérêt général.

J'attends de Demain Toulouse qu'elle soit dirigée par des gens qui ont vraiment à cœur l'intérêt général. Pas les intérêts du BTP, pas ceux des amis du maire. L'intérêt général, tout simplement.

Et maintenant, je veux lancer un appel particulier. **Un appel aux militants de la gauche radicale.** À mes camarades de Révolution Permanente, du NPA révolutionnaire, de Lutte Ouvrière, à mes camarades Gilets jaunes : **allez voter dimanche.** Même avec une pince à linge sur le nez si ça vous dégoûte. Mais ne laissez pas passer cette chance de virer Moudenc. C'est trop important.

Et à tous les Toulousains : venez aider la liste Demain Toulouse ! Ces deux jours qui restent comptent. Venez faire les derniers porte-à-porte, les derniers tractages. On a besoin de vous.

[CONCLUSION]

Je veux être très claire sur la suite. **Mon combat continue, avec toutes les limites que m'impose mon état de santé.** Dès lundi matin, je reprends le combat contre le président du département Sébastien Vincini et contre la politique menée à la MDPH. Parce que cette politique **met littéralement nos vies en danger.**

Le Parti Socialiste doit répondre aux associations sur ce qu'il fait en matière de handicap. **C'est un casus belli.** Refuser le dialogue, continuer à bafouer nos droits : ce serait inacceptable. Nous ne l'accepterons pas.

Mon appel est simple :

Dimanche 22 mars, il faut dégager Jean-Luc Moudenc.

Je soutiens la liste Demain Toulouse.

Mais je le fais **avec lucidité, avec exigence, et sans la moindre naïveté.**

Le combat continue. Rendez-vous dimanche aux urnes. Et rendez-vous lundi pour continuer à défendre nos droits.

Odile Maurin, représentante de PEPS 31, militante antivalidiste, élue municipale et métropolitaine élue en 2020 avec Archipel Citoyen qui ne représente pas en 2026 pour raison de santé